

Marché des hydrocarbures

La baisse des revenus pétroliers pousse les producteurs à revoir les prix à la pompe

C'est un choix souvent politiquement difficile, mais avec des finances grevées par la chute des prix du brut, les pays producteurs de pétrole doivent réduire leurs dépenses, au premier rang desquelles les subventions aux carburants.

Les Emirats arabes unis, l'un des plus importants producteurs de pétrole dans le monde, ont ainsi décidé mercredi de libéraliser dès le mois d'août les prix de l'essence et du diesel alors que le baril de brut évolue autour de 50 dollars, un prix bas.

Ces carburants sont actuellement vendus respectivement 50 et 64 centimes d'euros et la mesure devrait permettre au gouvernement d'économiser plusieurs milliards de dollars.

"Dans la région du Golfe c'est le seul pays qui va aussi loin (...) et dans la zone de l'Opep également c'est une exception", note l'expert pétrolier Pierre Terzian, directeur de Petrostratégies. Outre les contraintes financières à court terme, les Emirats arabes unis préparent aussi activement l'après-pétrole avec des objectifs ambitieux en matière de développement des énergies renouvelables.

"Dans les quatre pays au monde où les prix des carburants routiers sont les plus bas, on retrouve quatre pays membres de l'Opep: le Venezuela, la Libye, l'Iran et l'Algérie", indique Pierre Terzian.

Tous soutiennent d'une manière ou d'une autre des prix bas pour les carburants. Mais ces derniers mois certains pays pétroliers ont revu cette politique, en diminuant leurs subventions à défaut de les supprimer complète-

ment. En janvier, le Koweït a commencé à vendre le kérosène au prix du marché mais a maintenu les subventions sur l'essence. Bahreïn et Oman ont aussi indiqué qu'ils allaient réduire les subventions pour les produits pétroliers.

En Iran, fin mai, le gouvernement a supprimé le quota de 60 litres subventionné pour certains automobilistes, unifiant ainsi les prix pour tous. Le litre d'essence y coûte entre 31 et 37 centimes d'euros et le diesel 9 centimes. Un mois plus tôt, l'Angola a décidé de réduire ses subventions aux carburants, qui représentent 4 milliards de dollars par an.

- paix sociale et compétitivité -

Mais le choix est difficile, car si contrairement aux pays du Golfe où le pouvoir d'achat est plutôt élevé, dans de nombreux pays producteurs les subventions aux carburants jouent un rôle important dans le maintien de la paix sociale et la compétitivité économique. En 2013, la décision du Soudan de lever les subventions pour les carburants avaient ainsi entraîné des manifestations contre le régime fortement réprimées.

Même chose en 2012 au Nigeria, où l'ex-président Goodluck Jonathan avait été obligé de réintroduire partiellement les subventions. Au Venezuela, où la distribution de carburants est un monopole d'Etat, les prix de vente sont inférieurs aux coûts de production et de commercialisation.

Et le président de la République Nicolas

Maduro, comme son prédécesseur Hugo Chavez, ont toujours refusé d'augmenter les prix, même si depuis la crise économique que traverse le pays Maduro a évoqué une nécessaire "révision" du prix de l'essence, avec campagne de communication dans la presse et à la télévision, mais sans aller plus loin.

En Algérie, le gouvernement songe aussi à mettre fin aux subventions pour faire face à la chute de ses revenus pétroliers. Il pourrait augmenter les prix ou plafonner la consommation à prix subventionné pour chaque usager. D'autant que ces prix bas peuvent favoriser les trafics: en Algérie, le carburant est exporté illégalement vers le Maroc ou la Tunisie où il est vendu plus cher.

Au Nigeria, où le pays importe le carburant et verse des subventions aux importateurs et distributeurs pour maintenir les prix bas à la pompe, ce système est considéré comme favorisant la fraude, avec des importateurs accusés d'exagérer les niveaux de carburants qu'ils livrent.

Mais pour Pierre Terzian, le maintien ou non des subventions ne doit pas être "un dogme". "Il faut trouver un niveau de prix qui ne grève pas le pouvoir d'achat de la population et ne mette pas en question la compétitivité de l'économie mais sans pousser les gens au gaspillage", explique-t-il.

Il pointe aussi les effets néfastes de prix trop bas qui poussent à une augmentation de la consommation, "réduisant les possibilités d'exporter du pétrole ou du gaz et donc réduisant les revenus du pays".